

**« Réforme de la dépendance :
Un recul de civilisation inacceptable »
pour Jean Louis Destans**

Jean Louis Destans, Président (PS) du Conseil général de l'Eure, tient à faire connaître son rejet absolu des propositions contenues dans le Rapport parlementaire présenté par Mme Valérie Rosso-Debord et que "Le Monde" du 20 juillet rend public.

« Création d'une assurance dépendance-obligatoire pour les plus de 50 ans, disparition progressive de l'APA et limitation de la couverture publique à la dépendance lourde, transformation à nouveau de celle-ci en une avance sur succession et augmentation de la CSG: nous assistons à une tentative de privatisation du risque qui correspond à un vrai recul de civilisation.

Depuis dix ans, les Départements ont montré leur savoir faire, leur mobilisation et leur capacité d'ingénierie : la mise en place de l'APA est une politique certes coûteuse et mal compensée par l'Etat qui n'a pas tenu ses engagements et a fait reposer sur les Départements sa montée en puissance (5 Mrds d'€aujourd'hui, soit 33 M€dans l'Eure).

Mais cette politique, lancée par la gauche et le Gouvernement de Lionel Jospin, a le grand avantage d'avoir initié un droit universel, le même pour tous, garantissant à nos aînés la prise en charge de leur dépendance et une politique active de maintien à domicile. 1,2 M de nos compatriotes en bénéficient aujourd'hui, soit un doublement des bénéficiaires en 8 ans. Qui, plus est cette politique a permis la création de nombreux emplois de proximité (dans l'Eure les services autorisés par le Département emploient 2700 salariés). Elle a permis de garantir à nos aînés des services de qualité (accompagnement, soins quotidiens, aides aux courses...) correspondant à leurs besoins et qui leur rend notre société plus juste et plus humaine et la vie plus agréable. Sait-on qu'à travers la mise en place de l'APA, on a reculé en France de 10 ans l'âge d'entrée en maison de retraite. Ce type de conquête n'a pas de prix.

Aujourd'hui, la proposition de Mme Rosso-Debord, ballon d'essai gouvernemental, outre le fait qu'elle crée plus d'impôts et plus d'inégalités, est un formidable renoncement quand chacun se rappelle les engagements du candidat Nicolas Sarkozy sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un 5^{ème} risque. Elle revient sur un droit et le privatise. Après le projet de réforme des retraites, il y a là une nouvelle illustration de la tendance forte qui s'exprime aujourd'hui au Gouvernement : supprimer la dépense en supprimant le droit. De cette façon, il n'a plus de problème. Sauf que nos aînés, dans cette affaire, seront laissés à eux-mêmes.

Nous nous opposons avec la plus grande fermeté à ces orientations. Chacun sait bien que d'autres politiques nationales sont possibles, dès lors qu'on ne s'enferme pas dans des impasses idéologiques. A commencer par la suppression du bouclier fiscal. »